

Regards croisés sur les normes internationales d'audit interne : Etude comparative des versions 2017 et 2024

Crossed Perspectives on the International Standards for Internal Auditing: A Comparative Study of the 2017 and 2024 Versions

Fatine BENKIRANE,

Doctorante en sciences économiques et gestion
Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales
Université Sidi Mohamed Ben Abdellah de Fès, Maroc
Laboratoire Interdisciplinaire de Recherche en Economie, Finance et Management des
Organisations

Mohamed AIT OUDRA,

Enseignant chercheur
Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales
Université Sidi Mohamed Ben Abdellah de Fès, Maroc
Laboratoire Interdisciplinaire de Recherche en Economie, Finance et Management des
Organisations

Samir ERRABIH,

Enseignant chercheur
Ecole Nationale de Commerce et de Gestion - Fès -
Université Sidi Mohamed Ben Abdellah de Fès, Maroc
Laboratoire de Recherche et D'études en Management, Entrepreneuriat et Finance

Date de soumission : 03/07/2025

Date d'acceptation : 11/10/2025

Pour citer cet article :

BENKIRANE F. et al., (2025) « Regards croisés sur les normes internationales d'audit interne : Etude comparative des versions 2017 et 2024 », Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit « Volume 9 : numéro 3 » pp : 220 - 239.

Digital Object Identifier : <https://doi.org/10.5281/zenodo.17402206>

Résumé

L'actualisation des normes internationales d'audit interne, marquée par la transition du Cadre de Référence International des Pratiques Professionnelles (CRIPP) de 2017 vers la version 2024 des Normes Globales pour la Profession d'Audit Interne (Global Internal Audit Standards), s'inscrit dans un contexte mondial marqué par des transformations profondes. Les organisations, confrontées à des risques complexes tels que la digitalisation accélérée, les cybermenaces, et les exigences croissantes en matière de durabilité (critères ESG), ont vu leurs environnements opérationnels évoluer rapidement. Ce bouleversement a mis en lumière la nécessité pour l'Institute of Internal Auditors (IIA) de refondre son cadre normatif afin de répondre aux défis émergents et d'accompagner la profession vers une modernisation indispensable. Dans cette dynamique, le présent article se donne pour objectif de mener une étude comparative entre les deux versions du référentiel — CRIPP 2017 et Normes Globales 2024 — afin de mettre en évidence les évolutions majeures apportées, d'en analyser les implications pour la pratique de l'audit interne, et d'évaluer dans quelle mesure ces changements permettent une meilleure adaptation aux nouveaux enjeux auxquels sont confrontées les organisations.

Mots clés : Audit interne, Normes internationales, CRIPP, Digitalisation, Modernisation

Abstract

The update of the International Standards for Internal Auditing, marked by the transition from the 2017 International Professional Practices Framework (IPPF or CRIPP in French) to the 2024 Global Internal Audit Standards, takes place within a global context characterized by profound transformations. Organizations, faced with complex risks such as accelerated digitalization, cyber threats, and increasing demands for sustainability (ESG criteria), have seen their operational environments evolve rapidly. This disruption has highlighted the need for the Institute of Internal Auditors (IIA) to overhaul its normative framework in order to address emerging challenges and support the profession in its essential modernization. In this context, the aim of this article is to conduct a comparative study between the two versions of the framework — CRIPP 2017 and the 2024 Global Standards — in order to highlight the major developments introduced, analyze their implications for internal audit practice, and assess the extent to which these changes enhance the profession's ability to adapt to the new challenges organizations are facing.

Keywords : Internal Audit, International Standards, IPPF, Digitalization, Modernization

Introduction

L'audit interne, en tant que discipline professionnelle, a connu une évolution remarquable, façonnée par les besoins croissants des organisations en matière de gouvernance, de gestion des risques et de contrôle interne. Comme le souligne Sawyer et al. (2003), « l'audit interne est né de la nécessité des organisations de renforcer leurs mécanismes de contrôle, particulièrement dans les civilisations anciennes, où la vérification des transactions financières constituait une priorité. ». Historiquement, ses origines remontent aux premières formes de contrôle dans les civilisations anciennes, où il servait principalement à vérifier la régularité des transactions financières.

Aujourd'hui, le positionnement de l'audit interne s'est considérablement renforcé, passant d'une fonction purement contrôlante à un rôle de partenaire stratégique. Selon l'IIA (2020), « l'audit interne n'est plus limité à une fonction de détection des anomalies ; il joue un rôle crucial dans la stratégie organisationnelle, en aidant les dirigeants à anticiper les risques émergents et à optimiser les processus. ». Il ne se limite plus à la simple détection des erreurs ou des fraudes, mais contribue activement à la création de valeur, à l'amélioration continue des processus et à l'accompagnement des décisions stratégiques.

Dans un environnement marqué par des risques complexes et interconnectés, tels que la digitalisation, la cybersécurité et les enjeux ESG (Environnement, Social et Gouvernance), l'audit interne joue un rôle crucial en anticipant les menaces et en soutenant la résilience des organisations. Comme le rappelle Chambers (2021), « la digitalisation et la cybersécurité représentent des défis majeurs pour les auditeurs internes, exigeant des compétences accrues en analyse de données et en gestion des technologies émergentes. » Face à ces enjeux, plusieurs auteurs soulignent que l'audit interne doit se repositionner en intégrant davantage une logique de conseil stratégique et d'innovation. Ainsi, « l'évolution de l'audit interne ne réside pas uniquement dans l'élargissement de ses missions, mais dans sa capacité à accompagner l'organisation dans sa transformation » (Benmansour, 2022).

Dans cette optique, les normes internationales d'audit interne évoluent pour s'adapter aux nouvelles réalités du monde des affaires. « Les nouvelles normes de l'IIA publiées en 2024 répondent à l'exigence de flexibilité et d'agilité dans un monde en constante mutation, en mettant un accent particulier sur l'utilisation des technologies avancées » (IIA, 2024). Le Cadre de Référence International des Pratiques Professionnelles (CRIPP) établi par l'IIA a longtemps servi de guide pour encadrer les pratiques et assurer une harmonisation à l'échelle mondiale.

Cependant, avec les bouleversements technologiques, les attentes des parties prenantes et la complexité des risques émergents, une refonte profonde des normes s'est imposée. À cet effet, « l'évolution des normes d'audit interne reflète l'adaptation aux besoins actuels, en intégrant la prise en compte des risques émergents et des objectifs stratégiques des organisations modernes » (Pickett, 2010). En l'occurrence, la nouvelle version des normes, publiée en 2024, fournit un cadre essentiel pour orienter cette évolution.

À cet effet, les nouvelles normes visent à renforcer la pertinence de l'audit interne dans un contexte où les attentes des parties prenantes en matière d'agilité, d'efficacité et de gestion proactive des risques ne cessent de croître. Selon Bou-Raad (2000), « les auditeurs internes doivent désormais maîtriser des compétences avancées en matière de gouvernance, d'évaluation des risques et d'utilisation des outils numériques, afin de répondre aux attentes croissantes des parties prenantes. ». Elles mettent en avant des exigences telles que l'intégration des outils numériques dans les méthodologies d'audit, la montée en compétences des auditeurs en matière de technologies émergentes, et une gouvernance renforcée pour superviser efficacement ces nouveaux environnements. Par cette actualisation, l'IIA ambitionne de positionner l'audit interne comme un partenaire stratégique capable d'anticiper les risques liés à la digitalisation tout en maximisant les bénéfices qu'elle peut offrir aux organisations modernes. Dans ce cadre, une question centrale se pose : **« Quelles sont les principales différences entre les normes CRIPP 2017 et les Normes internationales version 2024, et en quoi ces évolutions renforcent-elles la capacité de l'audit interne à répondre aux nouveaux enjeux des organisations ? »**

L'objectif principal de cet article est d'évaluer les évolutions, les améliorations et les impacts des nouvelles normes sur la pratique de l'audit interne, tout en mettant en évidence les divergences fondamentales entre les deux versions. A cet effet, une approche comparative a été adoptée. Comme l'explique Pickett (2010), « l'évaluation comparative des cadres normatifs est essentielle pour comprendre l'évolution de la fonction d'audit interne et son alignement avec les exigences contemporaines. » Cette méthode repose sur un examen détaillé des cadres normatifs, notamment le CRIPP et la nouvelle version des normes d'audit interne publiée en 2024. L'analyse sera concentrée sur des critères tels que la flexibilité, la prise en compte des risques émergents, et l'intégration des technologies avancées. Dans cette optique, chaque critère sera étudié en fonction des exigences et des objectifs formulés dans les textes officiels de l'IIA. Selon l'IIA (2024), « les nouvelles normes visent à renforcer la pertinence de l'audit interne en mettant un accent particulier sur l'agilité et l'efficacité face aux risques émergents ». Pour

répondre à cette orientation, le présent article s'articulera en deux grandes parties : la première reviendra sur l'historique de l'audit interne et analysera les principaux facteurs ayant conduit l'IIA à actualiser son cadre normatif ; la seconde proposera une analyse comparative des deux versions des normes — CRIPP 2017 et Normes Globales 2024 — à travers des critères clés permettant d'évaluer les apports et les évolutions majeures de cette réforme normative.

1. De l'Histoire à la Modernité : Objectifs et Enjeux de la Transition des Normes de l'Audit Interne

Les origines de l'audit remontent bien dans l'histoire. L'audit interne trouve ses racines dans les premières pratiques de contrôle comptable des civilisations anciennes. Comme le souligne Sawyer et al. (2003), « les marchands et les institutions religieuses du Moyen Âge utilisaient des techniques rudimentaires de vérification pour garantir la transparence des opérations. ». Au Moyen Âge, les marchands et les institutions religieuses utilisaient des techniques rudimentaires de vérification pour garantir la transparence des opérations. Cependant, l'audit interne moderne est né au XXe siècle avec le développement des entreprises et des institutions financières, qui ont généré des besoins en contrôle interne pour garantir l'intégrité des informations financières et la conformité aux réglementations. La création de l'Institute of Internal Auditors (IIA) en 1941 marque un tournant important dans l'institutionnalisation de la profession et la fixation des standards internationaux. « La fondation de l'IIA a été le point de départ de la normalisation mondiale des pratiques d'audit interne, » affirme Chambers (2021). Au départ, l'audit interne était principalement centré sur la vérification des comptes et des transactions financières pour détecter les erreurs et la fraude. Progressivement, son champ d'action s'est élargi :

- **Années 1950-1970** : Introduction des concepts de contrôle interne et d'évaluation des processus opérationnels.
- **Années 1980-1990** : Accent mis sur la gestion des risques et le rôle de l'audit interne dans la gouvernance.
- **Années 2000 à aujourd'hui** : Emergence de l'audit comme un partenaire stratégique, intégrant les nouvelles technologies, les critères ESG (Environnement, Social, Gouvernance) et les pratiques d'audit agile.

Selon Bou-Raad (2000), « la transformation de l'audit interne reflète son adaptation à des environnements de plus en plus complexes, marqués par des attentes accrues en matière de gouvernance et de gestion des risques. ».

Pour répondre à des besoins toujours plus complexe, la pratique de l'audit a évolué marquant ainsi une triple extension : extension dans son objet passant de la simple vérification de la régularité à l'évaluation de la performance, extension dans ses objectifs évoluant de la détection de fraudes vers l'évaluation critique des processus de management des risques, du contrôle interne et du gouvernement d'entreprise, enfin, une extension de ses secteurs d'activités et de ses champs d'application s'étendant au-delà du secteur privé pour inclure le secteur public. Comme le rappelle Chambers (2021), « l'audit interne d'aujourd'hui est à la croisée des chemins, évoluant vers une fonction agile et proactive capable d'ajouter de la valeur au-delà de la simple conformité. »

C'est dans ce contexte que le Conseil d'administration de l'Institute of Internal Auditors (IIA) a instauré un Cadre de Référence des Pratiques Professionnelles (CRIPP), conçu pour fournir une structure schématique visant à comprendre la relation entre un corpus de connaissances et une ligne directrice. En tant que système cohérent, le cadre de référence permet d'uniformiser l'élaboration, l'interprétation, l'application des concepts et des méthodologies ainsi que les techniques utilisées dans un domaine ou une profession donnée » (CRIPP 2011 publié par l'IIA Global et révisé en 2012 avec date d'effet Janvier 2013). L'objectif fondamental du CRIPP est de présenter les lignes directrices approuvées par l'IIA de manière claire et accessible, tout en reflétant l'engagement de l'institut à promouvoir l'excellence professionnelle. Selon Pickett (2010), ce cadre répond aux attentes contemporaines des organisations en alignant les pratiques d'audit interne avec leurs besoins croissants en matière de gouvernance, de gestion des risques et de création de valeur durable.

En offrant un cadre commun, le CRIPP facilite la diffusion et l'adoption des pratiques standardisées, répondant ainsi à la nécessité d'harmoniser les approches de l'audit interne à l'échelle mondiale. L'importance des normes internationales, dépasse la simple uniformisation des pratiques. Comme l'indique Bou-Raad (2000), ces normes aident également les auditeurs internes et les parties prenantes à comprendre et à valoriser le rôle stratégique de l'audit dans la gestion des risques, la gouvernance et la performance organisationnelle. En fournissant un référentiel clair, ces normes permettent aux auditeurs de mieux évaluer les processus critiques, d'identifier les lacunes et de proposer des recommandations pertinentes qui contribuent à la résilience et à la durabilité des organisations.

Par ailleurs, l'harmonisation des pratiques d'audit interne grâce aux normes internationales renforce la crédibilité de la fonction auprès des conseils d'administration, des régulateurs et des parties prenantes. Comme l'explique Chambers (2021), elle installe un climat de confiance en garantissant que les missions d'audit sont réalisées avec indépendance, objectivité et professionnalisme. Cette uniformité facilite également la mobilité des professionnels, leur permettant de travailler dans différents environnements tout en utilisant un langage et des pratiques communs (Sawyer, Dittenhofer, & Scheiner, 2003).

Pour la première fois depuis un peu plus de deux décennies, l'IIA a entrepris une révision approfondie des normes de la profession, marquant un tournant historique dans la manière dont cette fonction est encadrée à l'échelle internationale. Selon l'Institute of Internal Auditors (IIA, 2024), cette refonte, portée par une mise à jour significative du Cadre de Référence International des Pratiques Professionnelles (CRIPP), introduit des lignes directrices modernes qui reflètent les enjeux contemporains de la profession, tout en élargissant sa portée pour répondre aux besoins de la société dans son ensemble.

L'un des objectifs clés de ce projet de refonte est de répondre à l'évolution rapide de l'audit interne, qui ne se limite plus à la vérification financière et à la gestion des risques. Comme le souligne Chambers (2021), l'IIA a cherché à aligner ces nouvelles normes avec les attentes croissantes des parties prenantes, notamment en matière de durabilité, d'éthique et de responsabilité sociétale. En s'adressant au monde de l'entreprise et à la société au sens large, ce projet souligne la volonté des organisations de ne plus se soucier uniquement de faire des bénéfices et maximiser leurs profits, mais aussi à contribuer activement à un avenir durable pour la planète et les générations futures.

Par ailleurs, ce projet met en lumière la volonté de l'IIA de placer l'audit interne au centre des grandes questions d'intérêt général, telles que la gouvernance environnementale, sociale et économique. Selon Pickett (2010), en introduisant des normes qui prennent en compte des enjeux comme les critères ESG (Environnement, Social, Gouvernance), la transformation numérique ou encore les cyberrisques, l'IIA renforce le rôle stratégique de la profession. Cette démarche vise à aligner les objectifs des entreprises à ceux de la société, en plaçant la transparence, la résilience et la pérennité au cœur de leurs priorités.

Dans cette perspective, les nouvelles normes ont été conçues pour répondre à plusieurs transformations majeures, notamment :

- **Les défis de la digitalisation** : L'intégration des nouvelles technologies, telles que l'intelligence artificielle, le Big Data et la cybersécurité, a rendu nécessaire une

modernisation des pratiques. Les nouvelles normes encouragent l'intégration de ces outils pour améliorer l'efficacité et la pertinence des audits.

- **La gestion des risques émergents** : Les organisations font face à des risques de plus en plus complexes, allant des cyberattaques aux enjeux ESG. Les nouvelles normes renforcent les exigences en matière d'identification et d'évaluation de ces risques.
- **L'accroissement des attentes en matière de gouvernance et de transparence** : Dans un monde globalisé et réglementé, les attentes des parties prenantes ont évolué. Ces normes positionnent l'audit interne comme un levier stratégique, capable de renforcer la gouvernance des organisations et de répondre à ces attentes croissantes.
- **Le développement des compétences professionnelles** : Les nouvelles normes insistent sur la nécessité pour les auditeurs internes de développer des compétences avancées, tant techniques qu'analytiques, afin de s'aligner sur les réalités complexes des environnements organisationnels modernes et d'apporter une valeur ajoutée stratégique.

En intégrant ces éléments dans la refonte des normes, l'IIA redéfinit non seulement les pratiques professionnelles, mais aussi la mission même de l'audit interne. Celui-ci devient un levier essentiel pour garantir que les organisations s'engagent activement dans la gestion responsable des ressources et des risques, tout en répondant aux attentes d'un monde en constante mutation. Cette révision se révèle bien plus qu'un simple ajustement technique : elle constitue, en outre, un appel à une gouvernance plus inclusive, éthique et orientée vers l'avenir.

Après avoir appréhendé brièvement les aspects fondamentaux de l'audit interne ainsi que leur cadre normatif, il serait opportun de mettre l'accent sur les mises à jour de ces normes internationales en leur version de 2024.

1.1 Une structure simplifiée et unifiée :

En janvier 2024, l'IIA a publié une version révisée des Normes internationales d'audit interne, introduisant une structure plus cohérente et intégrée pour répondre aux besoins croissants de clarté, de cohérence et d'efficacité afin de pouvoir guider la pratique professionnelle de l'audit interne. Contrairement à l'ancienne version, où les éléments obligatoires comme le Code de déontologie, les principes fondamentaux et les normes spécifiques apparaissaient de manière dissociée, la nouvelle version présente une organisation intégrée et plus logique.

Cette nouvelle structuration, qui entrera en vigueur en janvier 2025, se compose de cinq domaines qui regroupent l'ensemble des aspects essentiels de la fonction d'audit interne, et est

soutenue par 15 principes directeurs servant de fondement à la profession. Ces principes sont ensuite déclinés en 52 normes détaillées, chacune détaillée par des exigences spécifiques, des considérations pour la mise en œuvre et des exemples de preuves de conformité. Cela rappelle d'ailleurs un peu la structure du COSO, en 5 domaines et 17 principes.

1.2 Clarification des rôles et responsabilités :

Par ailleurs, d'après la nouvelle version, les normes introduisent une clarification marquante des rôles et responsabilités des différents acteurs impliqués dans l'écosystème de l'audit interne. Cette précision facilite non seulement la compréhension des attentes de chaque acteur, mais renforce également l'efficacité des interactions entre les divers niveaux de gouvernance.

Par exemple, dans le Domaine III, les principes indiquent que « le Conseil établit... ou supervise... », mettant en avant son rôle en matière de surveillance et d'orientation stratégique. Le Domaine IV, quant à lui, précise les responsabilités du directeur de l'audit interne, en soulignant qu'il « planifie, gère, guide et est responsable », mettant en avant son rôle central dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des missions d'audit. Enfin, dans le domaine V, les principes commencent par « l'auditeur interne planifie, met en place, communique... », spécifiant ainsi son rôle opérationnel dans la réalisation concrète des missions d'audit et dans la communication des résultats aux parties prenantes.

Cette approche structurée permet de lever toute ambiguïté quant à la question de « qui fait quoi » au sein de cet écosystème. Il ne s'agit plus d'un dispositif uniquement centré sur l'audit interne, mais d'un écosystème interactif, où chaque acteur contribue à la réussite des objectifs de gouvernance, de gestion des risques et de contrôle interne.

Cette vision globale est essentielle pour comprendre que l'audit interne fonctionne dans un environnement dynamique et interdépendant, où les interactions entre le conseil d'administration, la direction générale, le directeur de l'audit et les auditeurs internes jouent un rôle déterminant. À cet effet, la reconnaissance de ces interactions permanentes entre les parties prenantes est l'un des points majeurs mis en avant par ces normes, ce qui donne une dimension systémique à l'audit interne. Autrement dit, chaque acteur participe à un processus collaboratif où la responsabilité de chacun est détaillée, mesurable et alignée sur les objectifs stratégiques de l'organisation. Cette approche systémique permet non seulement une meilleure coordination entre les acteurs, mais aussi une responsabilisation accrue, garantissant ainsi une gouvernance plus transparente, efficace et alignée avec les nouvelles attentes des organisations et des parties prenantes.

En définitive, cette notion d'écosystème d'audit interne, clairement détaillée dans les nouvelles normes, vient renforcer la place stratégique de l'audit interne dans la gouvernance des organisations. Elle souligne que l'audit interne n'est pas une fonction isolée, mais un maillon essentiel dans un dispositif global, dynamique et collaboratif, au service de la résilience et de la performance organisationnelle.

1.3 Intégration des risques émergents :

L'un des changements majeurs introduits par les nouvelles normes internationales d'audit interne version 2024 est la reconnaissance explicite et l'intégration des risques émergents. Ces risques, de plus en plus complexes et interdépendants, sont devenus un sujet central pour les organisations dans un monde marqué par la transformation digitale, les préoccupations environnementales et les évolutions socio-économiques rapides. Les auditeurs internes sont désormais appelés à anticiper ces menaces, à en évaluer l'impact et à proposer des solutions d'atténuation adaptées, en se positionnant comme des acteurs stratégiques de la gestion des risques.

À titre d'exemple, les nouvelles normes soulignent la nécessité d'évaluer d'autres risques technologiques émergents, tels que :

- L'impact de l'intelligence artificielle (IA) et de l'automatisation sur les processus organisationnels,
- Les risques associés à la blockchain et aux nouvelles méthodes de transaction (cryptomonnaies)...

1.4 Valorisation de la qualité et de l'amélioration continue :

Les nouvelles normes mettent un accent particulier sur la qualité des processus d'audit interne et sur la nécessité d'instaurer une culture d'amélioration continue. Cette approche reflète la volonté de l'Institute of Internal Auditors (IIA) de positionner l'audit interne comme une fonction stratégique, capable d'offrir une valeur ajoutée constante tout en répondant aux attentes croissantes des parties prenantes en matière de performance et de transparence.

Pour atteindre cet objectif, les nouvelles normes introduisent des exigences renforcées en matière de programme d'assurance qualité. Ce programme doit inclure des évaluations internes régulières, réalisées par des équipes internes ou par des responsables qualité, afin d'assurer que les missions d'audit sont conformes aux exigences normatives et répondent aux besoins de l'organisation. En complément, des évaluations externes indépendantes sont désormais obligatoires à intervalles réguliers (tous les cinq ans, selon les recommandations de l'IIA), afin

de garantir une vision objective et crédible de l'efficacité de la fonction d'audit interne. Ces évaluations permettent d'identifier les points forts, les lacunes et les axes d'amélioration, tout en renforçant la confiance des parties prenantes dans le travail des auditeurs internes.

Les nouvelles normes encouragent également l'utilisation de mesures de performance spécifiques pour évaluer l'impact des missions d'audit. Parmi ces indicateurs de performance (KPIs), on peut citer :

- Le taux de couverture des risques : mesure dans quelle proportion les risques clés identifiés sont effectivement audités.
- Le temps moyen de réalisation des missions d'audit : évalue l'efficacité et la rapidité des audits internes par rapport aux délais prévus.
- Le pourcentage de recommandations mises en œuvre : indique le niveau d'adhésion et d'exécution des recommandations issues des audits.
- Le niveau de satisfaction des parties prenantes : recueilli via des enquêtes, cet indicateur permet d'évaluer la perception de l'utilité et de la valeur ajoutée des audits internes.
- Le nombre d'anomalies détectées par rapport aux audits réalisés : reflète l'efficacité des procédures d'audit en matière d'identification des failles et irrégularités.
- L'impact des audits sur l'amélioration des processus : évalue les changements et optimisations résultant des audits, notamment en matière de contrôle interne et de gouvernance.
- Le taux d'adoption des outils numériques dans les audits : suit l'intégration des technologies comme l'IA, l'analyse de données et l'automatisation dans les pratiques d'audit interne.

En parallèle, les nouvelles normes insistent sur la nécessité pour la fonction d'audit interne de mettre en place des indicateurs de performance (KPIs) pertinents pour mesurer la qualité et l'impact des missions. Ces indicateurs peuvent inclure :

- Le taux de réalisation du plan d'audit annuel.
- La rapidité de mise en œuvre des recommandations par les départements audités.
- Le taux de couverture des risques critiques identifiés.

Enfin, l'accent est mis sur une culture d'amélioration continue, qui passe par plusieurs leviers:

1. Modernisation des pratiques d'audit interne en intégrant des outils technologiques avancés, comme l'analyse de données, l'automatisation et l'intelligence artificielle.
2. Encouragement à la formation continue des auditeurs internes pour acquérir les compétences techniques et comportementales nécessaires dans un environnement en évolution constante.
3. Mise en place d'une approche agile qui permet d'ajuster les missions d'audit en fonction des risques émergents et des besoins spécifiques de l'organisation.

En évaluant régulièrement leur propre efficacité, les auditeurs internes sont également encouragés à adopter une démarche proactive d'amélioration continue. Cela implique non seulement de moderniser leurs méthodes de travail, notamment en intégrant des outils technologiques comme l'analyse de données ou l'automatisation, mais aussi d'investir dans le développement des compétences nécessaires pour relever les défis contemporains.

1.5 Adoption de la digitalisation et des technologies avancées :

L'un des axes majeurs des nouvelles normes internationales d'audit interne version 2024 est l'encouragement explicite à l'adoption de la digitalisation et des technologies avancées dans les pratiques d'audit interne. Cette évolution est essentielle pour permettre aux auditeurs internes de rester pertinents et efficaces dans un environnement organisationnel marqué par une transformation numérique accélérée, une complexité croissante des risques et une exigence accrue de performance et de réactivité.

À cet effet, les nouvelles normes internationales d'audit interne, particulièrement dans le Domaine IV, mettent en avant l'intégration des technologies avancées dans les méthodologies d'audit afin de moderniser et d'optimiser l'exécution des missions. Cette approche souligne l'importance pour les auditeurs internes d'utiliser des outils numériques pour planifier, réaliser et suivre leurs missions, en améliorant ainsi leur efficacité et la couverture des risques. L'un des principaux axes de cette intégration repose sur l'analyse de données, qui permet de collecter, traiter et examiner de larges volumes d'informations pour identifier des tendances, des anomalies ou des risques potentiels. En s'appuyant sur des solutions technologiques, les auditeurs internes sont en mesure de renforcer la précision de leurs diagnostics et d'adopter une approche proactive basée sur des analyses prédictives.

Par ailleurs, les normes encouragent l'automatisation des tâches répétitives, telles que les contrôles transactionnels ou les vérifications de conformité, afin de gagner du temps et d'optimiser les ressources. Cette automatisation permet aux auditeurs internes de se concentrer sur des activités à forte valeur ajoutée, telles que l'évaluation des risques stratégiques et la formulation de recommandations pertinentes pour la gouvernance et la performance organisationnelle.

En intégrant ces technologies dans leurs méthodologies, la fonction d'audit interne devient plus agile, capable de s'adapter à des environnements complexes et évolutifs, tout en répondant aux attentes croissantes des parties prenantes en matière de fiabilité des contrôles et de résilience organisationnelle.

1.6 Mise en avant de la compétence et du développement professionnel :

Les nouvelles normes internationales mettent un accent particulier sur la compétence et le développement professionnel des auditeurs internes, en reconnaissant leur rôle central dans la création de valeur et la gestion efficace des risques. Le Domaine V des normes précise que les auditeurs internes doivent disposer des compétences nécessaires pour exécuter leurs missions avec efficacité et pertinence. Cela inclut une exigence claire de formation continue pour s'adapter aux évolutions rapides de l'environnement organisationnel, notamment en matière de technologies avancées et de gestion des risques émergents. À cet égard, les auditeurs internes doivent être capables d'utiliser des outils modernes, tels que l'analyse de données et les systèmes automatisés, pour renforcer la qualité des audits et répondre aux besoins croissants des parties prenantes.

Les normes insistent également sur la nécessité pour les responsables de l'audit interne de veiller à ce que leurs équipes possèdent les compétences techniques, notamment en matière de technologies émergentes et d'analyse de données, et comportementales requises, comme la communication, l'adaptabilité et le sens stratégique. Cela implique une évaluation régulière des compétences, ainsi que la mise en place de plans de développement professionnel pour permettre aux auditeurs internes d'acquérir et de maintenir des compétences spécialisées. Cette exigence vise à garantir que la fonction d'audit interne reste à la pointe des pratiques professionnelles, capable de s'adapter aux défis modernes tout en respectant les standards internationaux en vigueur.

1.7 Flexibilité et adaptabilité des normes :

Les nouvelles normes internationales d'audit interne introduisent une flexibilité accrue pour faciliter leur adoption dans des contextes organisationnels variés. Cette flexibilité est essentielle pour permettre à toutes les entités, quelle que soit leur taille, leur secteur d'activité ou leur structure, de s'approprier les exigences tout en respectant leurs spécificités organisationnelles et leurs capacités opérationnelles. En outre, les normes stipulent que la mise en œuvre doit tenir compte du niveau de maturité, des ressources disponibles et des risques propres à chaque organisation, afin de garantir leur pertinence et leur efficacité dans des contextes variés.

À cet effet, le Domaine III des normes, met en avant l'importance d'adapter la gouvernance de l'audit interne à la structure et les objectifs stratégiques de l'organisation. Le conseil d'administration et la direction générale doivent veiller à aligner les responsabilités et le périmètre de l'audit interne en fonction de la taille, de la complexité et des objectifs stratégiques de l'entité. Cette approche permet d'éviter une standardisation rigide et favorise un cadre personnalisé qui reflète les priorités organisationnelles et les contraintes spécifiques.

Par ailleurs, le Domaine IV consacré à la réalisation des missions d'audit, insiste sur l'adoption des méthodologies adaptées au contexte organisationnel. Cela inclut l'utilisation de techniques et d'outils proportionnés aux ressources et à la maturité de la fonction d'audit interne. Par exemple, dans des organisations de petite taille, une approche plus simplifiée et ciblée peut être privilégiée, tandis que dans des structures plus complexes, des outils technologiques avancés et des analyses plus approfondies seront nécessaires pour garantir une couverture adéquate des risques critiques. En définitive, cette adaptabilité permet de maintenir l'efficacité des missions d'audit tout en s'ajustant aux réalités spécifiques de chaque entité.

2. Du CRIPP 2017 aux Normes Internationales d'Audit Interne version 2024 : Analyse Comparative et Évolutions Structurantes :

Cette accentuation de la dernière mise à jour des normes internationales nous conduit à mettre en exergue les divergences évolutives d'audit interne ainsi que leurs impacts sur les organisations.

L'évolution des normes internationales d'audit interne, de la version 2017 (Cadre de Référence International des Pratiques Professionnelles - CRIPP) à la version 2024, traduit une volonté d'adaptation aux réalités complexes des organisations modernes. Si la version 2017 offrait un cadre solide centré sur les principes fondamentaux de la profession avec une approche

relativement uniforme, la version 2024 adopte une vision modernisée et intégrée, mieux alignée avec les enjeux contemporains auxquels les organisations font face. Cette refonte reflète la volonté de l'Institute of Internal Auditors (IIA) d'adapter les pratiques d'audit interne aux transformations technologiques, à l'émergence de nouveaux risques et à la nécessité d'une gouvernance plus efficace. En offrant une structure plus claire et flexible, les normes 2024 apportent des solutions concrètes pour renforcer la qualité, l'adaptabilité et la pertinence stratégique de l'audit interne dans un monde en mutation. Cette analyse comparative mettra en lumière les principales améliorations, les nouvelles orientations et les différences notables qui positionnent l'audit interne comme un véritable partenaire stratégique pour les organisations.

Tableau N°1 : Tableau Comparatif des Normes d'Audit Interne : CRIPP 2017 vs Normes 2024

Aspect	Version 2017 (CRIPP)	Version 2024 (Nouvelles Normes)
Structure des normes	Fragmentée : 4 éléments distincts (Code de déontologie, Définition, Principes fondamentaux et Normes).	Unifiée et intégrée : 5 domaines principaux, 15 principes directeurs, 52 normes spécifiques.
Flexibilité et adaptabilité	Uniforme, sans prise en compte spécifique de leurs particularités ou de leur taille.	Approche adaptable prenant en considération la taille de l'organisation, ses ressources disponibles et son secteur d'activité.
Responsabilités et gouvernance	Moins détaillée sur le rôle du conseil d'administration dans la supervision et l'alignement stratégique.	Clarification explicite des rôles : Conseil d'administration, directeur de l'audit, auditeurs internes.
Technologie et digitalisation	Mention limitée des technologies, focalisée sur l'amélioration des processus existants.	Accent fort sur la digitalisation : intégration des outils d'analyse de données, intelligence artificielle et automatisation.
Prise en compte des risques émergents	Focus sur les risques traditionnels (financiers, opérationnels, conformité).	Prise en compte des risques émergents : cyberrisques, ESG (Environnement, Social, Gouvernance) et nouvelles technologies.
Secteur public	Pas de distinction spécifique pour le secteur public.	Directives adaptées pour le secteur public, tenant compte de leurs défis uniques.
Assurance qualité et performance	Obligation de mise en place d'un programme d'assurance qualité, sans détails sur l'évaluation continue.	Renforcement des exigences : évaluations externes obligatoires et suivi des KPIs pour l'amélioration continue.

Positionnement stratégique	Fonction d'audit perçue comme un outil de contrôle traditionnel et de conformité.	Positionnement de l'audit comme acteur stratégique pour la gouvernance, la gestion des risques et l'atteinte des objectifs organisationnels.
Compétences des auditeurs internes	Formation générale recommandée mais sans obligation détaillée.	Insistance sur le développement des compétences techniques (analyse de données, cybersécurité) et comportementales.

Source : Elaboré par l'auteur

Conclusion et recommandations pour les auditeurs :

La transition des normes internationales d'audit interne de la version 2017 (CRIPP) à la version 2024 représente une transformation majeure alignée avec les exigences des organisations modernes. Les avancées introduites par la version 2024 sont significatives et transformatrices. La nouvelle structure, à la fois intégrée et simplifiée, facilite l'application des normes en offrant une meilleure lisibilité des attentes fondamentales. Selon Stewart et Subramaniam (2010), « la clarification et la simplification des cadres normatifs sont essentielles pour permettre aux organisations de mieux comprendre et appliquer les normes dans des environnements complexes ». Cette évolution requiert que les auditeurs internes procèdent à une analyse précise des caractéristiques propres à leur organisation — telles que sa taille, son secteur d'activité et sa culture de gestion — afin d'assurer une mise en œuvre adaptée des nouvelles exigences normatives.

De plus, la flexibilité accrue permet aux organisations, quelle que soit leur taille ou leur secteur d'activité, d'adapter les normes à leurs spécificités, tout en garantissant leur conformité aux standards internationaux. Cette adaptabilité est essentielle dans un contexte marqué par la diversité des structures organisationnelles, comme le souligne Arena et Azzone (2009) : « L'intégration de la flexibilité dans les méthodologies d'audit permet une meilleure adaptation aux spécificités des entreprises, renforçant ainsi l'efficacité des interventions d'audit interne ». Dans cette optique, il devient pertinent d'intégrer de façon systématique dans les plans d'audit annuels des volets dédiés à l'identification et à l'évaluation des risques émergents, incluant notamment la cybersécurité, les enjeux ESG et les technologies avancées.

Par ailleurs, l'intégration explicite des risques émergents, tels que la cybersécurité, les critères ESG (Environnement, Social et Gouvernance) et les technologies avancées, renforce le rôle de

l'audit interne en tant que levier stratégique pour anticiper et atténuer les menaces complexes de l'environnement actuel. Cette orientation proactive met en lumière l'importance de l'audit comme outil d'anticipation des enjeux contemporains. D'après Abbott, Parker et Peters (2016), « l'audit interne doit évoluer pour intégrer les risques émergents, car ils représentent des menaces stratégiques pour les organisations modernes ». Dans le prolongement de cette dynamique, les fonctions d'audit doivent investir dans les outils modernes d'analyse de données, d'automatisation et d'intelligence artificielle afin de renforcer la précision, la rapidité et la portée des évaluations réalisées. Cela suppose également une collaboration étroite avec les équipes informatiques pour garantir la qualité et la traçabilité des données utilisées dans les missions d'audit.

La promotion de la digitalisation, à travers l'adoption d'outils modernes comme l'analyse de données, l'intelligence artificielle et l'automatisation, modernise les méthodes d'audit, améliorant à la fois leur efficacité et leur portée. Comme le soulignent Brown, Gissel et Neely (2020), « les technologies avancées telles que l'intelligence artificielle et l'automatisation sont devenues des moteurs clés de transformation pour les fonctions d'audit, augmentant la précision et la portée des évaluations ». En parallèle, il est essentiel d'actualiser la charte d'audit afin d'y préciser clairement les rôles, responsabilités et mécanismes de communication entre les différentes parties prenantes, notamment les auditeurs, la direction et le comité d'audit. Cette clarification contribue à renforcer la transparence et la collaboration, consolidant ainsi les bases de la gouvernance.

La clarification des rôles et responsabilités des parties prenantes, qu'il s'agisse des conseils d'administration, de la direction générale ou des auditeurs eux-mêmes, renforce la transparence et la collaboration, consolidant ainsi les bases de la gouvernance. Ces mécanismes sont cruciaux, car, comme le mentionne Mihret et Grant (2017), « une gouvernance claire et des responsabilités définies permettent d'instaurer un climat de confiance et d'efficacité au sein des fonctions d'audit interne ». Dans le même esprit, les fonctions d'audit doivent renforcer leurs dispositifs d'assurance qualité, en instaurant des programmes de revues internes et externes régulières, fondés sur des indicateurs de performance clairs et des retours d'expérience systématiques à l'issue de chaque mission.

Enfin, le renforcement des mécanismes d'assurance qualité et d'amélioration continue assure que la fonction d'audit interne reste performante, crédible et en mesure de répondre aux attentes croissantes des organisations. Ces mécanismes, en constante évolution, garantissent que les normes restent pertinentes, comme l'indiquent Power et Gendron (2015) : « L'amélioration

continue des standards est essentielle pour maintenir la crédibilité et l'efficacité des fonctions d'audit dans un monde en perpétuel changement ».

En définitive, la nouvelle version des normes positionne l'audit interne comme un véritable acteur stratégique et moderne, capable d'accompagner les organisations dans un environnement de plus en plus complexe et exigeant. Elle surpasse les limites de la version 2017 en proposant un cadre plus cohérent, adaptable et centré sur la performance. Cette transition ne se limite pas à une simple mise à jour normative, mais constitue une transformation profonde qui aligne l'audit interne avec les priorités contemporaines, tout en préparant la profession aux défis futurs. L'audit interne, grâce à cette évolution, réaffirme son rôle fondamental dans la gouvernance, la gestion des risques et la création de valeur durable.

BIBLIOGRAPHIE

Ait Lemqeddem, H. & Chouay, J. (2020). Le rôle de la digitalisation dans l'efficacité de l'audit interne. *Revue Française d'Economie et de Gestion*, 5(1), 48-65.

Abbott, L. J., Parker, S., & Peters, G. F. (2016). Internal audit quality and financial reporting quality: The joint importance of independence and competence. *Journal of Accounting Research*, 54(3), 847-874.

Amghar, N., Mrhari, A., & Ait Lahcen, D. (2023). La transformation digitale et la résilience des TPME en période de crises : Études de cas. *Revue AME Vol 5, No 3 (Juillet, 2023)* 381-401

Arena, M., & Azzone, G. (2009). Identifying organizational drivers of internal audit effectiveness. *International Journal of Auditing*, 13(1), 43-60.

Barnia M., (2015), « La création de valeur ajoutée socio-économique par L'Audit Interne : Cas d'Entreprises Marocaines ».

Benmansour, K. (2022). L'évolution du rôle de l'audit interne dans un contexte de transformation numérique : vers un repositionnement stratégique. *Revue Francophone des Études Multidisciplinaires*, Vol. 6, n°2, pp. 45–59.

Betti, N., Sarens, G., & Poncin, I. (2021). Effects of digitalisation of organisations on internal audit activities and practices. *Managerial Auditing Journal*, 36(6), 872 888.

Bou-Raad, G. (2000). "Internal Auditors and a Value-Added Approach."
Managerial Auditing Journal, 15(4), 182–186.

Brown, C., Gissel, J., & Neely, D. (2020). The adoption of data analytics in internal audit. *Auditing: A Journal of Practice & Theory*, 39(3), 1-23.

Chambers, R. (2021). *Internal Auditing : Assurance and Advisory Services*. Institute of Internal Auditors Research Foundation.

Desplebin, O., Lux, G., & Petit, N. (2018). L'évolution de la comptabilité, du contrôle, de l'audit et de leurs métiers au prisme de la Blockchain : Une réflexion prospective: *Management & Avenir*, N° 103(5), 137 157.

Elhamma, A., & El-Moumane, R. (2023). Impact de la taille sur la digitalisation du contrôle de gestion des entreprises marocaines : Résultats d'une enquête. *Revue AME Vol 5, No 3 (Juillet, 2023)* 182-199.

Ghandari, Y. (2022). L'audit Interne A L'ère De La Transformation Digitale : Vers Un Nouveau Role Facteurs De Succes Et Challenges. *Revue Française d'Economie et de Gestion* «Volume 1 : Numéro 4» pp :114-137., 3.

Gungor, N., & Adiloglu, B. (2019). The impact of digitalization on the audit profession : A review of Turkish independent audit firms. *Pressacademia*, 8(4), 209-214.

Harazem, O., & Elhamma. (2023). La digitalisation à l'ère de la crise sanitaire COVID-19 et du développement durable : Cas de l'audit légal au Maroc. *Revue Internationale des Sciences de Gestion « Volume 6 : Numéro 1 »* pp : 524 - 545, 6.

Institute of Internal Auditors (IIA). (2024). IIA Global Standards Update. Institute of Internal Auditors.

Institute of Internal Auditors (IIA). (2020). Navigating Risk and Opportunity : Delivering Value Through Internal Audit.

Jabraoui, S., & Vandapuye, S. (2023). La digitalisation du métier d'audit : Analyse bibliométrique. 4.

Lee, C. S., & Tajudeen, F. P. (2020). Usage and Impact of Artificial Intelligence on Accounting : 213 Evidence from Malaysian Organisations. *Asian Journal of Business and Accounting*, 13(1), 213-240.

Mihret, D. G., & Grant, B. (2017). The role of internal auditing in corporate governance : A Foucauldian analysis. *Accounting, Auditing & Accountability Journal*, 30(2), 382-405.

Pickett, K. H. S. (2010). *The Internal Auditing Handbook* (3rd ed.). Wiley.

Power, M., & Gendron, Y. (2015). Qualities of audit quality: Critical perspectives. *European Accounting Review*, 24(1), 1-22.

Ramdi Imane. (2021). La technologie digitale et la profession d'audit : Quel impact ?

Regragui, Y. (2021). Technologies financières vers une rupture avec les modes de gouvernance traditionnels : Une revue de littérature. Vol.4.

Sawyer, L. B., Dittenhofer, M. A., & Scheiner, J. H. (2003). *The Practice of Modern Internal Auditing* (5th ed.). Institute of Internal Auditors.

Stewart, J., & Subramaniam, N. (2010). Internal audit independence and objectivity: Emerging research opportunities. *Managerial Auditing Journal*, 25(4), 328-360.

Tiberius, V., & Hirth, S. (2019). Impacts of digitization on auditing : A Delphi study for Germany. *Journal of International Accounting, Auditing and Taxation*, 37, 100288.

Zine El Abidine, S., & El Kadiri, K. (2022). La transformation digitale de l'administration et compétitivité territoriale : Une revue de littérature. / *Revue AME* Vol 4, No 3 (Juillet, 2022) 211-227.